

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

TABLE RONDE SUR LES QUESTIONS CLÉS
DE LA CROISSANCE FUTURE : PRODUCTIVITÉ,
DIGITAL, CLIMAT, GÉOPOLITIQUE...

TRANSCRIPTION DES DÉBATS

24 MARS 2016

Table ronde sur les questions clés de la croissance future : productivité, digital, climat, géopolitique...

Réunion Perspectives de l'économie, Dossier spécial, Mars 2016

Transcription des débats 24 mars 2016

Industrie automobile : la révolution du digital est déjà là3

Yann DELABRIERE, Président Directeur Général de Faurecia

Un bouleversement dans l'organisation des entreprises4

Geoffroy ROUX de BEZIEUX, Vice-Président Délégué du Medef

La révolution du numérique est encore à venir5

Eric LABAYE, Président du McKinsey Global Institute

Le poids des politiques économiques.....6

Xavier RAGOT, Président de l'OFCE

La croissance par l'économie verte.....8

*Christian de PERTHUIS, Président de la Chaire Economie
du Climat, Professeur à l'Université Paris-Dauphine*

Les grands enjeux géopolitiques mondiaux des prochaines années.....9

*Intervention et débat avec l'Amiral Jacques LANXADE
(ancien Chef d'Etat-Major des Armées).*

La table ronde est animée par Jean-Marc VITTORI, éditorialiste aux Echos



Synthèse de la table ronde du 24 mars sur les enjeux de la croissance à moyen et long terme, dans le contexte des bouleversements actuels ; révolution numérique, transition énergétique, ruptures géopolitiques.

Lancée par un propos introductif de Denis Ferrand, Directeur Général de Coe-Rexecode, la table ronde est animée par Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux Echos.

Pour **Denis Ferrand**, Directeur Général de Coe-Rexecode, les économistes, au regard du passé récent, doivent s'interroger sur le biais devenu systématiquement optimiste des prévisions de croissance. Ainsi, le FMI, sur les six dernières années, a surévalué la croissance du PIB de 0,5 point par rapport à la réalisation.

Pourquoi les économistes ont-ils collectivement commis ces erreurs de prévision ? L'erreur principale provient d'une mauvaise extrapolation de la période 2000 -2007, dont les tendances ont été prolongées sur la décennie suivante, sans tenir compte du fait que la croissance des années 2000 reposait sur une économie de dette, génératrice de bulles et non pas sur des fondamentaux. Il faut donc trouver des relais de croissance structurelle.

La révolution numérique en cours peut-elle jouer ce rôle grâce aux gains de productivité qu'elle dégage, alors que les spécialistes se divisent entre « Technoptimistes et écopessimistes » ? C'est un des thèmes clés des débats de la table-ronde qui s'engage alors.

Industrie automobile : la révolution du digital est déjà là

Confrontée à une concurrence mondiale exacerbée, l'enjeu des gains de productivité est capital pour l'industrie automobile. Un enjeu décrit par le Pdg de Faurecia, **Yann Delabrière**.

Rebondissant sur l'analyse de Denis Ferrand, celui-ci met d'abord en exergue la différence de vision entre les industriels et les économistes. Les industriels de l'automobile, commente-il, ont sous-évalué leur marché, avec des prévisions pour 2015 de 2 à 4 % pour leurs plans d'investissements, alors que le marché européen progressait finalement de 8 %.

Les entrepreneurs, estime le président de Faurecia, ne croient pas encore au retour de la croissance et restent « en arrière de la main ». C'est dans ce contexte que la révolution du numérique change la physionomie de l'industrie automobile. Cette révolution, analyse Yann Delabrière, porte d'abord sur la « productivité de la matière », c'est-à-dire la baisse constante des matériaux et matières premières utilisés par l'industrie automobile.



Par exemple, depuis 2005, le niveau de consommation de carburant a baissé de 30 à 40 % pour les nouveaux véhicules. En conséquence, compte tenu du rythme de diffusion de l'innovation dans un marché où la durée de vie moyenne du produit est de dix ans, la consommation globale du secteur continuera de baisser, en dépit de la progression du parc de véhicules dans les pays émergents. L'allégement tendanciel du poids du véhicule, soit 100 à 150 kilos en moins sur les dix dernières années, permet également de réduire la consommation de carburant. De plus, l'amélioration du recyclage des matières fait que la consommation de minerai de fer ne progresse plus dans l'industrie automobile. En une dizaine d'années, le prix de la tonne d'acier est donc passé de 15 à 5 dollars !

Cet abandon progressif de l'acier, combiné à la baisse de la consommation de carburant, doit permettre d'atteindre les objectifs de Bruxelles de réduire les émissions de CO₂ de 30 % d'ici 2021.

Cette évolution de la productivité matière va de pair avec la révolution de l'industrie 4.0, poursuit Yann Delabrière. Le numérique rentre dans l'ensemble des process industriels et fait de Faurecia une entreprise digitale. La numérisation de la *supply chain* permet de réduire les coûts de transport de 20 à 25 %. La numérisation permet également une forte amélioration de la productivité du capital, avec des machines plus intelligentes et capables d'auto maintenance, conclut l'industriel.

Un bouleversement dans l'organisation des entreprises

Pour **Geoffroy Roux de Bézieux**, vice-président délégué du Medef, les prévisions de début d'année sont un exercice difficile pour les chefs d'entreprise et dépendent beaucoup de la confiance de l'entrepreneur et de son appétence au risque. Ce dernier peut se contenter d'objectifs raisonnables ou mettre l'entreprise « sous tension » pour aller chercher la croissance.

En ce qui concerne le digital, les gains de productivité, estime l'entrepreneur, sont encore loin d'être pris en compte. Pour lui, les organisations actuelles, « toujours de type fordien », vont être bouleversées. Le processus de destruction créatrice sera donc massif et atteindra un niveau jamais connu jusque-là.

Par ailleurs, développe le vice-président du Medef, un des enjeux de la compétitivité sera de capter les emplois à forte valeur ajoutée qui iront là où l'écosystème est le plus compétitif. Ainsi, poursuit-il, les pays qui n'ont pas fait la « révolution de compétitivité » de leur écosystème souffriront plus que les autres. Le France, note-il, est particulièrement visée par ce risque.



A la question de savoir si la révolution digitale aura le même impact économique que l'électricité au début du siècle précédent, Geoffroy Roux de Bézieux relativise le parallèle, en soulignant que la révolution du digital est d'abord une révolution de l'organisation du travail qui substitue un modèle à un autre, et que c'est essentiellement sur ce point que le défi se pose aux économies modernes. L'exemple des télécoms est particulièrement parlant, juge-t-il, si l'on prend le cas de Free qui, avec dix fois moins de salariés, gère plus d'abonnés qu'un opérateur traditionnel.

Un défi amplifié par les fortes incertitudes qui pèsent sur la croissance future, impactée par le vieillissement démographique, la raréfaction des ressources et le réchauffement climatique. En conséquence, conclut Geoffroy Roux de Bézieux, il faut comprendre que le niveau de consommation de ressources des trente dernières années n'est plus soutenable, mais que la révolution technologique permettra de modifier suffisamment les processus de production pour y faire face.

La révolution du numérique est encore à venir

Pour **Eric Labaye**, Président du McKinsey Global Institute, il ne fait aucun doute que la révolution digitale n'en est qu'à ses débuts. Si l'on considère le processus en cours, explique-t-il, à partir de l'exemple des Etats-Unis, on se rend compte, sur une période étudiée entre 1995 et 2000, que les gains de productivité du digital concernent pour 80 % six grands secteurs ; dont la distribution - de détail et en gros- les télécoms, la banque de détail et les semi-conducteurs. Cette concentration est due à deux facteurs : la capacité d'innovation et la réglementation. Il faut donc se demander, questionne Eric Labaye, si la réglementation sectorielle aide réellement les évolutions vertueuses à se mettre en place ? La question des taxis, très sensible aujourd'hui en France et qui peine encore à trouver une issue satisfaisante, en est une illustration.

Les gains de productivité sont donc un enjeu essentiel pour la croissance future. Sur les cinquante dernières années, souligne l'expert, le taux de croissance mondiale moyen s'est élevé à 3,6 % et les gains de productivité ont représenté la moitié de cette croissance ; l'autre moitié provenant de la croissance démographique de la main-d'œuvre. Désormais, note-t-il, la part des gains de productivité dans la croissance sera critique puisque la croissance basée sur la seule extension de la population active sera plus faible (0,3 à 0,6 % pour les 50 prochaines années).

Avec une approche d'analyse par secteur au niveau mondial, poursuit-il, on anticipe une croissance moyenne de la productivité de 3 à 4 % due, pour les trois-quarts, à un alignement de tous les acteurs sur les standards des entreprises les plus performantes. Cet alignement



dépendant prioritairement de la réglementation sectorielle et du travail, l'enjeu réglementaire est donc bien au cœur de la problématique des gains de productivité. Le quart restant revient à l'innovation, et en particulier au digital. Notons que pour les pays les plus développés, la répartition est de 50/50 entre les gains de productivité par effet de « rattrapage » ou d'émulation entre entreprises et ceux issus de l'innovation.

La digitalisation, en effet, n'est pas égalitaire. Aux Etats-Unis, commente Eric Labaye, les études montrent que sur vingt ans, le taux de digitalisation des entreprises a été multiplié par quatre (si l'on prend en compte leurs actifs et leurs usages externes et internes), mais avec des forts écarts, de l'ordre de quatre à six, entre les secteurs, mais aussi à l'intérieur des secteurs. Au sein d'un même secteur, les entreprises les plus digitalisées dégagent des taux de croissance deux à trois fois supérieurs à celles qui ne le sont pas, tandis que le taux de rendement pour l'actionnaire (TRS) est également deux à trois fois supérieur, et le taux de croissance des salaires deux fois plus important !

Ces décalages de performance, toutefois, sont une source d'optimisme pour Eric Labaye, qui souligne qu'avec un taux de digitalisation moyen des entreprises américaines de 18 % seulement, le potentiel « d'accélération » reste très important. Sur la tendance actuelle de la révolution numérique, les Etats-Unis peuvent gagner dix à quinze points de PIB dans les dix prochaines années.

Il en va de même, poursuit-il, au niveau mondial, où les flux de données ont été multipliés par quarante en dix ans et prennent une part de plus en plus décisive dans les échanges mondiaux. Déjà 12 % du commerce mondial est basé sur l'e-commerce et on estime que 2,8 % du PIB mondial est généré par les échanges transfrontaliers de données, contre 2,7 % pour les échanges internationaux de biens physiques. La digitalisation doit permettre de gagner un point annuel de PIB dans les dix ans à venir, pronostique Eric Labaye, pour qui la globalisation devient digitale. Un défi majeur pour l'organisation des entreprises, conclut-il, dont 70 % des fonctions sont impactées par ce processus qui nécessite une grande vitesse d'adaptation pour capter les gisements de croissance.

Le poids des politiques économiques

En tant que macro économiste, **Xavier Ragot**, Président de l'OFCE, n'hésite pas à reconnaître que les économistes se sont profondément trompés dans leurs prévisions de croissance. Pour lui, il faut revoir nos schémas d'analyse en distinguant le court terme et le long terme.

A court terme, soit cinq à dix ans, la croissance, estime-t-il, ne viendra pas de la productivité, même si, dans le long terme, cet enjeu est décisif. Aujourd'hui par exemple, les politiques économiques cherchent plutôt à



diminuer la productivité du travail afin « d'enrichir la croissance en emplois ». On ne peut donc faire abstraction de l'enjeu social lié à la révolution numérique.

Pourquoi nos espoirs de croissance ont-ils été déçus, s'interroge l'économiste, alors que l'alignement idéal des planètes, avec un taux de change bas, un pétrole bon marché et des taux d'intérêt au plus bas, ne permet pas encore aux économies européennes de repartir ? Pour Xavier Ragot, « nous payons encore les erreurs du passé » qui ont pesé sur la croissance et cassé l'investissement, tout particulièrement dans les PME. Ce déficit d'investissement, note-t-il, ne nous permet pas d'absorber les effets de l'accélération du progrès technique. Ce constat en Europe, à travers le plan Juncker notamment, est aujourd'hui largement partagé. La période clé, poursuit-il, est 2010-2011, quand le décrochage se fait entre les Etats-Unis et l'Europe. Jusque-là, nous étions dans une « sortie de crise dynamique » avec un taux de croissance trimestriel de l'ordre de 0,7/0,8 %.

Pour l'expert de l'OFCE, les choix de politique économique expliquent cette différence entre les deux continents. Les Etats-Unis, dès 2009, ont lancé une active politique de *Quantitative Easing* (QE), la banque centrale a massivement racheté de la dette publique en injectant de la monnaie, quand les européens ont attendu 2014 pour s'y résoudre. Entre temps, note-il, l'euro a progressé de 30 %, affectant durement les secteurs internationalisés, en France, mais aussi en Espagne et en Italie.

Notre « obsession » des déficits publics, nous a conduit à une politique « d'ajustement déflationniste », avec notamment des hausses d'impôt sans précédent, qui a « cassé la croissance » de la zone euro. Dès 2012, les carnets de commande et les perspectives d'investissement des entreprises se sont effondrés.

Le problème pour la croissance à venir, estime Xavier Ragot, réside donc dans la situation des entreprises après plusieurs années de déficit d'investissement, un taux de défaillance qui a appauvri le tissu productif et un niveau d'endettement multiplié par deux depuis 2005. Enfin, le « credit crunch » actuel, surtout en Europe du sud, pèse sur la croissance et la productivité, alors que l'amélioration des gains de productivité se fait d'abord par les entreprises nouvelles, dont le nombre se réduit faute de financements. Le renouvellement du tissu productif est considérablement ralenti.

Toutefois, conclut-il, en dépit de ces handicaps, les macro-économistes perçoivent désormais une amélioration des fondamentaux qui annoncent un retour de la croissance : le pouvoir d'achat des ménages se redresse, les investissements s'améliorent, la politique fiscale est stabilisée et les effets du QE se font sentir. En conséquence, pronostique Xavier Ragot, dans six mois, les prévisions des entreprises s'afficheront plus optimistes.



La croissance par l'économie verte

Christian de Perthuis, titulaire de la chaire d'économie du climat à Dauphine, propose, pour sa part, d'aller chercher les nouveaux gisements de croissance du côté de l'économie verte. Il faut, dit-il, se détacher du schéma « classique » qui présente le risque climatique comme une prime d'assurance à payer, entre 0 et 2 % du PIB d'ici 2020 en termes de coût CO₂, pour échapper aux coûts des dommages climatiques qui pourraient, à l'horizon 2050, représenter 5 à 10 % du PIB.

C'est « une autre histoire » qu'il faut raconter, estime-t-il, avec une approche radicalement différente des instruments économiques tournés vers le changement climatique qui représente « un formidable potentiel » de croissance, dès 2020. La démarche de Christian de Perthuis part d'un constat : la baisse du prix des énergies fossiles depuis deux ans, représente un cadeau de 35 milliards d'euros pour l'économie française et de 280 milliards pour l'Europe. Ce cadeau, note-t-il, a été restitué aux consommateurs et aux industriels et n'a pas servi à la transition énergétique, avec un niveau record de CO₂ en 2013. Les gains de productivité ne vont donc pas « spontanément » résoudre l'enjeu climatique. Il propose, en conséquence, d'utiliser cette rente énergétique, non sous forme de redistribution, mais sous forme de réallocation d'impôts, en basculant l'impôt vers des externalités climatiques en échange de réduction de charges pour les entreprises. En clair : un euro de taxe verte, contre un euro d'allègement d'autres charges. Très concrètement, il suggère d'allouer 70 % des économies réalisées sur l'énergie, soit 21 milliards, en baisse de charge pour les entreprises et le reste pour les ménages à bas revenus, contre une hausse équivalente de la taxe carbone. Si l'affaire était bien conduite, c'est-à-dire avec les délais nécessaires aux adaptations du système productif, on aurait un triple bénéfice pour l'économie française :

- un signal-prix du carbone accélérant la réallocation des investissements vers l'efficacité énergétique et les technologies bas-carbone ;
- un allègement massif des charges pesant sur le coût du travail si l'accent est mis sur le facteur travail afin de
- une injection ciblée de revenu vers les ménages à forte propension à consommation pour stabiliser la demande à court terme.

Nous ne mènerons pas la transition énergétique au rythme requis, insiste Christian de Perthuis, si nous ne « mettons pas dans nos prix une externalité climatique ». Dans les conditions actuelles, et sans incitations nouvelles, « la transition n'est pas suffisamment rentable pour les acteurs économique », conclut-il.



L'enjeu géopolitique : risques et perspectives

Ancien chef d'Etat-major des armées et ancien ambassadeur, l'amiral **Jacques Lanxade** a présenté les grands enjeux géopolitiques qui, pour lui, détermineront l'avenir du monde dans les prochaines décennies.

La crise arabo musulmane ou l'échec de l'islam politique

La succession des conflits au Moyen-Orient s'étend à de nouvelles zones, Yémen, Sahel, Afrique du Nord, Turquie, Pakistan... Cette intensification des conflits représente un vrai danger pour l'Europe, comme le montre la crise actuelle des migrants. La crise de l'islam sera longue, conclut l'amiral Lanxade, vu l'incapacité du monde musulman à trouver des solutions politiques.

Le grand retour de la Russie

L'Occident a très mal géré sa relation avec Moscou, commente Jacques Lanxade, qui constate que pour la Russie d'aujourd'hui, l'OTAN est plus menaçante que du temps de la guerre froide. Nous avons raté « l'opportunité de créer un vrai partenariat ». Pour lui, Vladimir Poutine est une personnalité « exceptionnelle » qui a restauré la puissance russe. Reste, cependant, un enjeu capital pour Moscou : la capacité à surmonter les difficultés intérieures, surtout celles de l'économie.

Chine : l'autre grand pôle de la puissance mondiale

La Chine est une super puissance économique et devient une super puissance stratégique. D'ici 2030, pronostique l'amiral Lanxade, elle n'aura plus rien à craindre des Etats-Unis en terme de moyens stratégiques, civils et militaires. Toutefois, sera-t-elle capable de maîtriser sa puissance pour créer une vraie politique de coopération ? La situation est d'autant plus sensible, poursuit Jacques Lanxade, que la Chine est confrontée à de grands défis- pollution, corruption, crise sociale, difficultés avec ses voisins- susceptibles de la déstabiliser. Entre super puissance et menaces lourdes, son avenir reste incertain.

L'Europe à la croisée des chemins

L'Europe est confrontée à un choix fondamental pour son avenir, estime l'ancien chef d'Etat-major : réaliser ou non l'intégration des états de l'Union ? En attendant, juge-t-il, dans un monde dangereux et instable, l'Europe est fragilisée par son absence de politique extérieure et de défense commune. « L'Europe doit se ressaisir », conclut l'amiral Lanxade !